

SUR UN GRAVE THÈME D'ACTUALITÉ

Par Pierre Assante. 22 février au 14 mars 2022

*« Je comprends que je ne peux pas m'arrêter.
Il faudra pourtant que je m'arrête.... »*

PAGES :

1. LA CRISE « GÉOPOLITIQUE », COMME LA CRISE SANITAIRE MET UN VOILE SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE, SES CAUSES ET SES EFFETS.
2. DÉMOCRATIE LIBÉRALE.
3. CONTRE-ATTAQUES OU ENLISEMENTS ET RECULS ? DOULEURS ET MORTS SANS RAISON !
4. PETITE VARIATION SUR UN THÈME D'ACTUALITÉ.
5. DOCUMENT 1 -POINT DE VUE À CHAUD (selon moi) ET SUR UN ANGLE D'ATTAQUE PARTICULIER.
6. DOCUMENT 2. SUR L'UKRAINE, LA DECLARATION DU COMITE EXECUTIF NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE. Par Évelyne Ternant
8. LE « NOUVEAU » TALON DE FER ET LA CONNAISSANCE ET L'EXPERIENCE DU MONDE
8. CE N'EST PAS LA GUERRE QUI CRÉE LA CRISE ÉCONOMIQUE. MAIS....
10. LA COOPERATION OU LA MORT !
10. CADEAU OU MARCHANDISE ?
11. SALE PRINTEMPS 2022 !

LA CRISE « GÉOPOLITIQUE », COMME LA CRISE SANITAIRE MET UN VOILE SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE, SES CAUSES ET SES EFFETS.

Le Monde, c'est-à-dire l'humanité tout entière, est entré, et la France et l'Europe avec, évidemment, dans une énorme et immense crise économique.

Elle s'est affirmé dans les années 1970, c'est accélérée au début de ce siècle, en particulier dans la crise financière de 2008 et prend aujourd'hui des proportions au paroxysme.

Le passage des crises décennales à une crise permanente de longue durée, s'aggravant par elle-même, place la production, l'échange et la consommation de l'humanité nécessaire à sa survie et son développement en grande difficulté. Sortir de cette impasse est vital.

La crise économique est une crise de suraccumulation-dévalorisation du capital, liée au fonctionnement du capital lui-même et son type de développement, l'accumulation dans le cycle Argent-Marchandise-Argent'.

La pandémie est venue voiler la crise économique. La crise "géopolitique" (et humanitaire de conséquence) illustrée aujourd'hui par l'Ukraine et demain par toute autre guerre de marché et ses conséquences dans la cohérence et l'organisation des peuples, poursuit de jeter ce voile épais sur la crise économique. Voiler la crise économique et ses causes systémiques, permet au capital de poursuivre une agonie qui peut devenir celle de l'humanité tout entière. La lucidité politique repose sur la lucidité économique et est devenue vitale. Et la question de la lucidité est une question concernant tous les hommes, tous les peuples, tous les individus comme toutes les entités constituées et en mouvement de progrès et de régression mêlés. Dans les organisations politiques et particulièrement celles se réclamant du travail et de transformation sociale en santé.

L'économie française, de L'U.E. et l'économie mondiale, dans la crise de suraccumulation-dévalorisation du capital se trouve devant :

Une dette des familles et de l'Etat immense, une production monétaire des banques centrales immense, un rachat de la dette par les banques centrales immense, une inflation qui redémarre et s'accroît, un prix des produits qui s'accroît et une pénurie de productions qui se manifeste en croissance aussi, une incapacité de décision politique sur la politique monétaire, les taux directeurs de prêt, maintien du "taux 0" ou remontée des taux, aide au financement ou restriction des dépenses publiques....

Tout cela, toute mesure étant de fait mise non au service des besoins sociaux, mais au drainage et au renflouement du taux de profit vers les firmes multinationales economico-financières, leur énorme puissance; et leur parasitisme de la production.

Voilà à quoi le monde est confronté.

Dans l'énumération en vrac de ces questions, un problème domine : toutes les décisions, les choix et les actes pris dans ce domaine par les entreprises, les Etats et les institutions internationales contournent les besoins sociaux, c'est à dire les besoins humains et le développement humain.

Le besoin systémique du capital de renflouer son taux de profit dans la guerre du profit maximum immédiat l'emmène à contourner les besoins sociaux, le développement humain, recherche, formation, emploi, production en fonction de ces besoins sociaux : les besoins propres du capital, de son système, contre les besoins sociaux.

La prise du pouvoir sur l'argent à partir des luttes de survie des salariés et des populations c'est mettre toutes les mesures et problèmes énoncés au service et dans la perspective de réponse aux besoins sociaux, c'est-à-dire le contraire de la politique mondiale du capital et de son hyperlibéralisme et hyper-présidentialisme.

Les droits du travail, c'est ceux de l'emploi, de la formation et du pouvoir de décision sur les critères économiques de gestion des entreprises et de l'organisation de la société ; de l'organisation locale et générale du travail et de la reconnaissance du rôle de la personne-homme-producteur dans la production et la gestion de la production et de la société ; corollaire du pouvoir sur l'argent.

Pouvoir sur l'argent et droits humains sont une même chose. Les convulsions et les guerres dans le monde sont une conséquence de la non-maîtrise des moyens de production et d'échange.

L'héritage de domination animale n'a rien à y voir. La société humaine maîtrise ses héritages par le type d'organisation de coopération et de solidarité qu'elle construit ou pas.

Pouvons-nous continuer à nous désintéresser de ces questions et s'en tenir à aborder les problèmes au jour le jour SANS les relier au mouvement global de la société, son devenir et aux choix incontournables qu'ils réclament ?

L'épisode de l'après-guerre et des Jours Heureux du CNR et des 30 glorieuses, épisode de maîtrise relative et provisoire de la suraccumulation-dévalorisation des capitaux a été, lapalissade, une maîtrise provisoire avant que l'accumulation-dévalorisation ne se relance dans l'accélération de l'accumulation et l'accélération de la révolution scientifique et technique, leur rapport uni et contradictoire.

Nous vivons un moment nouveau de la crise de suraccumulation-dévalorisation des capitaux qui réclame une issue supérieure à celle des jours heureux de l'après-guerre ici et dans le monde et qui ne peut trouver d'issue que dans une transformation fondamentale qualitative de mode de production et d'échange, et pas seulement d'une révolution keynésienne. Cette révolution dépend des capacités cognitives, "matérielles et morales" de l'homme producteur de l'organiser. Salariés en général, salariés ouvriers et ingénieurs etc. de la production dite matérielle au sens strict en particulier, alliance de toutes les couches sociales touchées par la crise ayant intérêt à cette révolution.

Tous ces énoncés ne sont que des énoncés. Mais ils soulignent des actes et des pratiques à appliquer, mettre en œuvre ; une pratique non seulement "générale", mais micro et macro en unité, dans tous les "détails" matériels de leur processus concret qui ne sont pas formulés dans une « généralité ».

Car-mais : une transformation inimaginable commence par une transformation imaginée.

DÉMOCRATIE LIBÉRALE

Les tenants de l'Union Européenne (U.E.) telle qu'elle existe aujourd'hui la définissent comme une « démocratie libérale ».

Le traité de Lisbonne qui a remplacé le traité constitutionnel refusé par referendum en 2005 acte cette réalité. Le trait caractéristique de cette démocratie libérale étant ce qu'il appelle « la concurrence libre et non faussée » et ce qu'elle entraîne : refus d'une démocratie du "que, quoi et comment PRODUIRE" au profit du profit maximum immédiat pour les firmes multinationales et financières.

La démocratie libérale est de fait un déni de démocratie et un déni de liberté.

La démocratie libérale est en faillite : il s'agit de savoir quelle alternative existe capable de relever le défi à la suite de cette faillite.

La faillite de la démocratie libérale tient à la contradiction antagonique que contient la réalité de la démocratie libérale contenue dans les mots « démocratie » et « libérale ». Il y a incompatibilité entre démocratie et libéralisme à terme. La faillite du libéralisme est celle de la démocratie.

La campagne du candidat communiste Fabien Roussel contient les prémices d'une alternative à cette faillite : la sécurité d'emploi et de formation, un usage de la production monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE), des Fonds et des crédits gérés démocratiquement en rapport avec les besoins sociaux, des droits du travail permettant aux salariés d'intervenir dans les choix économiques, les critères de gestion « Valeur ajoutée /Capital Matériel et financier » (VA/CMF) des entreprises et du pays et dans les conditions de travail et de rémunération, une politique économique internationale de coopération, un usage des DTS du FMI (Droits de Tirage Spéciaux du Fond Monétaire International) permettant d'échapper à la toute-puissance du dollar.

A la démocratie libérale doit succéder une démocratie à la fois du citoyen et de l'homme producteur qui sont les mêmes dans l'immense majorité de la population car production et gestion du système productif produisant les biens nécessaires à notre vie sont inséparables.

Car il n'y a pas de gestion de la production et des échanges sans une production. Et c'est bien cela le nœud de la crise de la démocratie libérale et de la crise de la planète : la suraccumulation du capital entraîne la faillite du cycle « production-échange » en passant par la distribution. Pas de distribution sans production.

Nous avons vu dans la crise sanitaire le rôle essentiel qu'a tenue la production monétaire européenne dans le maintien d'une partie des activités et des revenus populaires. Mais nous avons vu aussi à quel point les firmes multinationales et financières en commun ont pu détourner la plus grande partie de cette manne.

Ce n'est pas l'U.E. en elle-même qui est en cause, mais sa politique libérale, celle du capital qui draine vers lui les ressources qui manquent ensuite aux besoins sociaux.

Le travail et la production est au cœur du Programme de Fabien Roussel, et c'est bien le seul programme à s'y référer et à proposer des solutions et actions conjointes concrètes. Les attaques contre ce programme ne manquent pas et ne manqueront pas et à travers elles celle contre notre candidat.

La question est de ne pas perdre la boussole de ces solutions qui contiennent une alternative possible à la faillite du système et la faillite générale, économique, politique, de notre civilisation, toute notre civilisation dans sa multiple diversité.

La démocratie libérale est en faillite, économique, politique et sans doute militaire.

CONTRE-ATTAQUES OU ENLISEMENTS ET RECULS ? DOULEURS ET MORTS SANS RAISON !

La « contre-attaque » du régime autoritaire de Poutine contre la mainmise du capital, du marché mondial impérial à travers la puissance économique et militaire US-OTAN et ses alliés organiques dont la France -malgré son apparente modération sans effet à long terme-, sera à terme contre-productive et destructrice pour le peuple russe comme tous les peuples du monde.

Il y a comme un relent de frères ennemis dans le rapport USA-Russie. Où en est le souvenir et le contenu possible de la « coexistence pacifique » et de ses raisons historiques dans d'autres conditions historiques vivables et viables ou pas ?

La guerre et les sanctions économiques qui affaiblissent l'ensemble des activités et échanges humains ne peuvent que faire reculer une issue PROGRESSISTE à cette mainmise mondiale du capital, sa loi du profit immédiat maximum et ses conséquences sur le mouvement de développement-évolution-transformation-complexification nécessaire à la vie de l'humanité ; le quotidien et le futur humain est en plus grand danger.

La faiblesse de l'Empire du capital tient à sa crise de suraccumulation-dévalorisation du capital (1) mondialisé, concentré dans les firmes multinationale et financières ; mais l'Empire ne s'écroulera tout seul et n'aboutira pas à une transformation progressiste qu'à travers des choix découlant d'analyses de la réalité et des processus à entamer dans la direction de cette transformation de progrès.

Certes un affaiblissement ou un renforcement géopolitique, économique et politique est lié aussi au rapport de force militaire. Mais ce n'est pas faire de « pacifisme bêlant » que d'affirmer l'inefficacité du seul rapport de force physique et guerrier.

Certes, il ne faut pas mettre sur un même pied impérialisme dominant et impérialisme dominé. Mais lorsque l'impérialisme dominé concourt à la désorganisation déjà en cours des relations et des échanges matériels et moraux humains, il faut le dénoncer comme l'impérialisme dominant. Ce n'est pas qu'une question de morale : c'est une question vitale pour une poursuite d'un processus de progrès ! C'est une

question de clarté dans la bataille des idées qui est aussi importante que la bataille économique contre le pouvoir de l'argent et pour des solutions dépassant ce pouvoir; solutions proposées par les économistes communistes dont il est question dans des articles précédents ; sans oublier la question centrale du type d'organisation du travail qui produit les biens nécessaires à la vie et qui réclame une révolution contre le taylorisme et pour l'autonomie de gestion de la personne dans l'entité d'activité locale et de l'autonomie de gestion de l'entité locale dans les zones au-delà du local et dans le mondial ; ce qui est loin d'être la nature du système en vigueur dans la fédération de Russie pas plus qu'ailleurs dans le monde, sauf expériences encore en gésine.

Une transformation sociale progressiste ne peut se faire contre les peuples, mais avec les peuples, et la personne humaine en tant qu'individu du peuple. Et les divisions nationales ne se combattront pas avec le nationalisme ni le souverainisme qui en est la forme voilée et son fondement de classe dans le système d'échange du cycle A-M-A' et ses limites systémiques aujourd'hui atteintes. Ces limites sont d'ailleurs intimement liées aux affrontements économiques et guerriers actuels.

Les magnifiques conquêtes de l'humanité réalisées dans le travail quotidien des humains, de la recherche à la production, de l'échange à l'invention et la découverte, va-t-on continuer à les gâcher en empêchant ce à quoi l'humanité aspire massivement : une autre civilisation du travail, des besoins individuels-sociaux et leur évolution, et de l'invention continue de l'homme pour répondre à ces besoins et à lui-même, dans l'univers.

(1) Cette crise sera amplifiée par la guerre comme elle a été amplifiée par la pandémie, et d'une façon bien plus brutale et dangereuse, car elle dissout les solidarités dont le capital est obligé de tenir compte pour vivre et poursuivre son accumulation dans la production, les échanges, les spéculations et activités parasites issue de cette suraccumulation. Et l'amplification de la crise ne signifie pas une issue automatique de la crise. Seule l'action humaine et les choix d'orientation dans le processus de la crise et dans le futur à construire à travers et contre elle, peut assurer une issue en santé au processus humain.

PETITE VARIATION SUR UN THÈME D'ACTUALITÉ

JO BIDEN, l'homme que nous aimons le plus.

(Entretien-monologue fictif)

Le vieil homme a bien du mal.

Il est sous la pression de son prédécesseur et de son « idéal » : rendre la grandeur à l'Amérique et à nous-mêmes.

Tâche difficile. La capital est entré dans une crise généralisée de suraccumulation-dévalorisation disent certains. Cela veut dire qu'il ne réussit plus à s'investir globalement aux taux nécessaires à la production dans la concurrence internationale. Que nous ne réussissons plus à

Et que l'affaiblissement de notre puissance économique entraîne l'affaiblissement de notre puissance militaire. Nôtre, enfin celle de Jo, et un peu la nôtre, oui... Surtout quand et si nous sommes loin de lui...

Certes nos grands groupes mondiaux industriels et financiers dans leur unité organique de fonctionnement, même si ça n'empêche par la guerre entre nous, réussissent à renflouer leur taux de profit en ponctionnant celui du monde entier. Mais il s'ensuit un affaiblissement et un appauvrissement relatif mais réel de ce monde entier.

Alors comment s'enrichir dans un monde qui s'appauvrit ?

Il faut contrôler le marché, s'emparer de tout ce qui résiste bien ou mal, dans les nations, les Etats et Zones de développement mondiales. Il faut montrer qu'on est là ; qu'on peut contre-résister et poursuivre ce qui a fait cette grandeur dont l'establishment est le témoin vivant, son luxe, sa culture qui a dominé le monde.

Qui a dominé le monde mais qui aujourd'hui se rétrécit, se fige et se pourrit. Aïe !

Ce pourrissement gagne, gagne ! S'étend ! Mêmes nos intellectuels organiques le disent...

Oui, cet homme nous l'aimons le plus. Il se peut que nous le trahissions un peu de temps en temps, mais il faut bien ! Nous avons quand même nos propres affaires nous-même. Quelquefois, nous craignons de nous tirer une balle dans le pied, pas sur le moment mais à terme, avec des décisions politiques de sanctions dans le monde. Sanctions politiques, sanctions économiques, sanctions culturelles qui affaiblissent le monde ; et que devient notre force dans un monde affaibli d'où nous tirons nos profits ?

Nous inspirons, mettons la main à la pâte, mais il ne faut pas être plus Bideniste que Biden : s'il faut retirer la main, il faut retirer la main !

Mais comment faire ? Il faut bien vivre...

Salvien de Marseille en 439, dans son livre 5 « De gubernatione dei » mettait en garde les possédants et hommes de bien (de biens au sens propres) d'alors : « si vous tirez des produits du travail (de la force de travail humaine disent toujours certains), plus qu'il ne faut pour qu'il ne puisse plus se reproduire, ce sera la fin de l'Empire ». L'empire Romain d'Occident s'est effondré en 470...

Nous aimons plus que tout Jo Biden, notre suzerain. Nous le suivons presque aveuglément, tous unis derrière lui. Oui, presque. Mais comment résoudre nos problèmes ?

En plus si nos salariés, nos sociétés inventent des merveilles, de quoi dominer le monde et l'univers, MAIS ces inventions menacent aussi nos revenus et nos institutions : elles peuvent être employées pour un progrès qui réduirait nos profits. Réduire le coût du capital c'est frapper à la caisse ! La nôtre !

Et puis l'Empire, pas le nôtre, l'autre, l'ancien, s'est réorganisé dans une société nouvelle. Mais il a fallu des siècles. Le nôtre c'est celui des forces productives du XXIème siècle, mondialisées, numérisées, automatisées, et ça, ça coûte cher, bien plus cher que des esclaves et de la terre. Et puis c'est rapide, croissant, d'une croissance qui nous est propre et que nous ne pouvons changer. D'aucuns veulent aussi une croissance, mais pas comme la nôtre, d'une autre qualité, plus grande mais en « moins de volume », comme celle du cerveau qui grandit mais dont le contenu se condense par sauts de réorganisation et de qualité. Une vraie croissance, quoi ! Celle de l'humanité et de ses forces productives en quantité et en qualité, de pair avec celle de la conscience sociale : une croissance-évolution-complexification-développement "matériel et moral"; une santé du développement... Quels fous ! Pas possible !

Et puis, il y a une crise morale : les salariés, à la différence des petits paysans libres du V^e siècle, même s'ils sont obligés, ne voudraient plus se vendre, ce qui en plus n'empêche pas ni les bagaudes nouvelles, ni leur fuite où ça ne nous rapporte plus pour nous, même si la fuite nous arrange aussi contre les luttes de classe quand elles nous menacent. Nous pensions l'avoir gagnée, la lutte de classe, mais nous nous interrogeons. Oui nous nous interrogeons !

Nous nous interrogeons par rapport à ceux qui posent le problème de la sécurité d'emploi et de formation, un usage de la production monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE), des Fonds et des crédits gérés démocratiquement en rapport avec les besoins sociaux, des droits du travail permettant aux salariés d'intervenir dans les choix économiques, les critères de gestion « Valeur ajoutée /Capital Matériel et financier » (VA/CMF) des entreprises et du pays et dans les conditions de travail et de rémunération, une politique économique internationale de coopération, un usage des DTS du FMI (Droits de Tirage Spéciaux du Fond Monétaire International) permettant d'échapper à la toute-puissance du dollar.

Mais enfin, on ne peut pas faire ça ? Comment faire ça ?

Bon, nous continuerons d'aimer le plus Jo. Mais jusqu'à quand et jusqu'où nous mènera-t-il, JO BIDEN, l'homme que nous AIMIONS le plus ?

DOCUMENT 1 -POINT DE VUE À CHAUD (selon moi) ET SUR UN ANGLE D'ATTAQUE PARTICULIER : ENTRETIEN DE DANS L'HUMANITE DU 24 FEVRIER 2022

UKRAINE. JEAN RADVANYI : « LE PEUPLE RUSSE NE SOUHAITE PAS UNE GUERRE SANS FIN »

Le spécialiste de la Russie, Jean Radvanyi, revient sur la relation inégale entretenue par la Russie et l'Ukraine.

Publié le Jeudi 24 Février 2022. L'Humanité. [Lina Sankari](#)

Selon Jean Radvanyi, «le maître du Kremlin considère que le peuple ukrainien ne serait qu'un « petit frère » de la famille grand russe.»

► Quelle est l'importance de l'Ukraine dans l'espace stratégique russe ?

L'Ukraine a longtemps été l'une des routes principales du gaz et d'autres exportations de la Russie vers l'Union européenne, à la fois par les gazoducs construits à l'époque soviétique et par les ports. Elle est un carrefour essentiel sur la marge occidentale de la Russie. L'autre donnée relève de l'histoire de l'Empire russe et de la Rus'ancienne (la principauté de Kiev au centre du premier État slave – NDLR). À compter de l'intégration des territoires ukrainiens dans l'empire, une relation inégale s'est mise en place. Cette relation condescendante demeure durant les empires tsariste et soviétique entre ceux qui se qualifiaient

de « grands Russes » et les « petits Russes », c'est-à-dire les Ukrainiens. Vladimir Poutine a manifestement conservé cette conception et considère que le peuple ukrainien ne serait qu'un « petit frère » de la famille grand-russe. Il se trompe fondamentalement et c'est inquiétant.

► Cette représentation est-elle liée à l'histoire propre de Vladimir Poutine, né à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg) ?

Tout à fait. Il incarne un courant de pensée que je qualifierais de « grand-russien » qui était celui de Soljenitsyne, certainement celui de Staline et de Khrouchtchev, et qui perdure dans une partie des élites qui considèrent que l'Ukraine est à elles. C'est une négation de la souveraineté ukrainienne. Dans cette logique, il n'y a aucune limite à ce que l'Ukraine devienne une simple république autonome au sein de la Russie. Dans l'un de ses discours, Vladimir Poutine a expliqué qu'à l'époque soviétique, les républiques étaient fantoches. Apparemment, il ambitionne de revenir à ce schéma.

► La Russie a-t-elle la prétention de récupérer les zones pro - Russes contrôlées par Kiev et, in fine, de bouleverser les frontières actuelles ?

Les frontières sont de fait bouleversées par la reconnaissance de l'indépendance des républiques séparatistes de Donetsk et Lougansk. Pour l'instant, la Russie pilonne toutes les bases militaires ukrainiennes importantes de façon à éliminer toute menace sur les territoires que la Russie entend protéger. Veut-il aller au-delà des limites définies par les accords de Minsk et prendre l'ensemble des oblasts (régions administratives – NDLR) de Lougansk et de Donetsk ? Souhaite-t-il prendre Marioupol et établir un corridor entre la Russie et la Crimée ? Personne ne le sait et ce n'est pas forcément rassurant.

► Une guerre d'invasion serait-elle gagnable ?

Du point de vue de la capacité militaire, il est évident qu'ils peuvent prendre Kiev, sauf que ce sera une victoire à la Pyrrhus. En 2008, lors du conflit avec la Géorgie, et en dépit de certaines annonces, les Russes n'ont pas marché sur Tbilissi. La situation est différente puisqu'ils considèrent d'une certaine façon Kiev comme une grande ville russe. Ils en ont la capacité militaire et l'Occident ne fera rien pour les en empêcher. La Russie a-t-elle les moyens de plonger dans une guerre sans fin ? Nous ne sommes plus en 1918. Au sein de la population, personne ne souhaite une telle guerre avec les Ukrainiens.

► À son arrivée au pouvoir, Vladimir Poutine semblait tendre la main aux Européens et aux Américains. N'est-ce pas une occasion manquée ?

Nous n'en avons rien fait. Sur le moyen terme, l'Occident a considéré qu'il n'y avait pas d'intérêts russes au-delà des frontières de la Russie. C'était une erreur. Vladimir Poutine est incontestablement l'agresseur aujourd'hui. L'élargissement de l'Otan jusqu'aux frontières de la Russie était également une erreur. C'est là-dessus qu'il fonde sa stratégie.

► Une architecture de sécurité européenne en coordination avec la Russie est-elle encore envisageable ?

Elle est nécessaire. Il faudra la mettre sur pied quelle que soit l'issue du conflit actuel. Il faudra non seulement une nouvelle sécurité européenne mais il faudra en discuter avec les Russes. Lors du discours de Munich en 2007, Vladimir Poutine se prononce en faveur d'une redéfinition de la sécurité européenne. Les Occidentaux n'ont pas été dans ce sens. Les événements actuels sont l'une des conséquences de ce refus.

► La Russie se sent-elle aujourd'hui méprisée ?

Il existait un mépris après 1991, du temps d'Eltsine et au début du pouvoir de Vladimir Poutine. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de cela. Il y a des craintes et un constat d'échec côté occidental. Fournir des armes à l'Ukraine n'a guère de sens puisque les Russes pilonnent les bases militaires. Il n'y a pas d'issue militaire. La diplomatie doit succéder à cette phase dangereuse.

DOCUMENT 2. SUR L'UKRAINE, LA DECLARATION DU COMITE EXECUTIF NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE. Par Évelyne Ternant

► Ce qu'il faut en retenir, c'est:

1) Condamnation sans appel de l'invasion de l'Ukraine et solidarité avec le peuple ukrainien, qui va payer un lourd tribut. Poutine est le représentant d'une oligarchie financière, et porte un ultranationalisme pan-russe.

2) L'Otan et sa surenchère expansionniste sous la houlette américaine ont organisé la montée des tensions. Il s'agit d'une guerre entre puissances capitalistes.

3) La réponse ne saurait être la surenchère guerrière, en continuant à armer l'Ukraine (ce que font des pays de l'Otan depuis 7 ans).

4) Il faut assurer les conditions d'une sécurité collective, sous l'égide de l'ONU, avec la perspective d'une Ukraine non alignée, c'est à dire ni sous tutelle russe, ni sous tutelle de l'Otan.

5) Les peuples doivent intervenir, refuser l'escalade guerrière, d'où qu'elle vienne. Nous participerons aux rassemblements qui sont sur ces bases réellement pacifistes.

La France doit agir pour arrêter la guerre, pour la paix et la sécurité collective

► **DECLARATION DU COMITE EXECUTIF NATIONAL DU PCF — 25 FEVRIER 2022**

La décision prise par le gouvernement russe d'envahir l'Ukraine déclenche l'une des crises les plus graves essuyées par le continent européen depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Alors que de nombreuses victimes sont déjà à déplorer en Ukraine, et que l'action de l'armée russe va en causer beaucoup d'autres, la violation du droit international crée une situation extrêmement dangereuse pour l'avenir des relations internationales.

Le Parti communiste français condamne sans réserve le choix de la guerre fait par Vladimir Poutine. Si l'on ne peut taire les surenchères des États-Unis et de l'Otan, qui n'ont eu de cesse de vouloir implanter de nouvelles bases aux frontières de la Russie, rien ne saurait justifier la politique de force ouverte pratiquée par le pouvoir de Moscou. Loin de défendre les intérêts de son peuple, son autoritarisme, son nationalisme et ses proximités avec l'extrême droite européenne ne servent que les intérêts des puissants oligarques et du capital financier et rentier qui ont plongé une grande partie de la Russie dans la pauvreté et creusé en son sein les inégalités.

Le risque de dérive vers un conflit mondial entre intérêts capitalistes rivaux est désormais très élevé. Tout doit être fait pour stopper cette spirale. Les peuples européens, jusqu'au peuple russe, n'ont pas besoin d'une nouvelle guerre. La menace du recours à l'arme nucléaire n'est plus un tabou. Les grandes puissances s'engagent dans une folle course aux armements les plus sophistiqués et les plus meurtriers. C'est extrêmement grave pour l'avenir de l'humanité. Gardons à l'esprit les millions de morts des derniers conflits et la jeunesse sacrifiée.

Un cessez-le-feu immédiat et le retrait des troupes russes s'impose. Il faut de toute urgence arrêter une guerre dont les premières victimes sont les populations civiles, qui se retrouvent au milieu des combats ou sont contraintes à la fuite. Le Parti communiste français exprime toute sa solidarité avec le peuple d'Ukraine, qui est la première victime du conflit. Une aide humanitaire doit lui être apportée. La France et l'Union européenne doivent prendre toutes les initiatives nécessaires pour assurer l'accueil des réfugiés.

Du fait de son histoire, la France a une voix singulière à faire entendre, en faveur de la sécurité humaine et de la paix, du droit international et de la coopération solidaire des nations et des peuples. En toute souveraineté, elle doit jouer un rôle moteur et actif dans la sortie rapide du conflit.

Elle doit tout mettre en oeuvre pour s'opposer aux surenchères guerrières, qui s'expriment du côté du pouvoir russe comme dans le cadre de l'Otan, et dont le peuple d'Ukraine paierait le tribut le plus lourd.

La communauté internationale doit isoler politiquement, diplomatiquement et économiquement le régime de Poutine, afin de le contraindre à renoncer à sa politique de force ouverte. La livraison d'armes à l'Ukraine, loin de préserver la souveraineté de ce pays, n'aboutirait qu'à ajouter de la guerre à la guerre, au risque de conduire le continent européen tout entier au bord d'un engrenage fatal.

Le rôle de notre pays est d'agir par la voie politique et diplomatique en faveur de la désescalade.

En utilisant son siège au Conseil de sécurité, il doit proposer à l'ONU, de prendre l'initiative de convoquer une conférence pan-européenne extraordinaire de paix et de sécurité collective, réunissant l'ensemble des États européens, avec l'Ukraine et la Russie.

Cette conférence serait chargée d'aboutir un règlement négocié global, permettant de traiter les causes du conflit, de rétablir l'indépendance d'une Ukraine non alignée, et d'ouvrir une perspective de paix et de sécurité durable en Europe, sur les bases des principes de l'acte final de la conférence d'Helsinki et de la charte de Paris de 1990.

Pour faire prévaloir une logique de paix contre le bellicisme des puissances capitalistes, les peuples doivent faire de toute urgence entendre leur voix.

Le PCF appelle à des rassemblements unitaires, dès ce week-end et dans les jours qui suivront, en faveur d'un cessez-le-feu immédiat, du retrait d'Ukraine des troupes russes, et d'une initiative diplomatique de la France pour la paix et la sécurité collective.

LE « NOUVEAU » TALON DE FER ET LA CONNAISSANCE ET L'EXPERIENCE DU MONDE

Que Poutine soit le représentant autoritaire et dangereux d'un régime de gouvernement capitaliste oligarchique n'empêche que ce pays subit depuis des décennies (et même avant dans son ancien système) l'encerclement économique et militaire par G7, OTAN etc. ; encerclement par l'ultra-libéralisme mondialisé et sa guerre de marché.

Certes les décisions guerrières de Poutine menacent le monde d'une extrême déflagration. Mais la déflagration n'est pas de son seul fait, il est aussi celui de ses adversaires tout aussi fous ; fous de profit et de crise de survie de leur système dans la crise mortelle de suraccumulation-dévalorisation du capital. Si " l'adversaire" voulait vraiment la paix, il suffirait qu'il cesse cet encerclement (celui par l'OTAN par exemple), mais c'est tout à fait contraire à sa visée de conquête générale des marchés.

Les mesures militaires « occidentales » sont tout aussi dangereuses.

Mais plus dangereuses sont les mesures économiques et financières : elle aboutiront à un affaiblissement de part et d'autre des forces productives liées entre elles et indissolubles sous peine de destruction commune, et donc des productions de richesses. Cela équivaut à un gel de capital, un retrait de capital soulageant palliativement la crise de suraccumulation-devalorisation.

Mais l'état des forces productives, au niveau du développement actuel mondialisé, numérisé, en voie d'automatisation généralisée limitée par le système lui-même et sa crise, cet état ne peut supporter un tel affaiblissement sous peine d'un recul drastique menant à un effondrement subit.

Le communiqué du PCF ne fait pas assez mention de cette réalité.

Certes la belle campagne de Fabien Roussel et des militants se trouve en face d'une opinion désarmée sur cette question, d'une idéologie libérale massive à surmonter.

Mais l'avancée matérielle du capital dans le maintien de ses rouages objectifs et subjectifs reste un talon de fer qui écrase le monde. Un talon de fer qui se tire lui-même des balles dans les pieds. Une part des milieux d'affaire eux-mêmes peut en prendre conscience... Peut-être...

D'autant que le talon de fer sous-estime peut-être les qualités de résistance nationale, même derrière un autocrate de gouvernement capitaliste oligarchique et au-delà son remplacement démocratique par le peuple, contre le talon de fer. Contre le talon de fer, là-bas comme ici et ailleurs.

Nous ne maîtrisons pas encore assez la connaissance et l'expérience du monde, de son système, des lois de son système et de l'imagination d'un processus pour en sortir afin de poursuivre le processus de l'humanité ; processus qui est extrêmement menacé, comme peu de fois dans son parcours millénaire et millionnaire en années.

Nous avons affaire à de dangereux frères ennemis de part et d'autre de « l'Atlantique ».

Le programme de Fabien Roussel, dans sa présentation par Frédéric Boccara, Hélène Cogezet et Denis Durand sur Arts Mada, par exemple, reste une de nos meilleures armes immédiate de combat pacifique. L'intelligence du travail est la force principale de cette arme pacifique.

Tout affaiblissement économique généralisé équivaut à entraîner une croissance de l'état de guerre.

CE N'EST PAS LA GUERRE QUI CRÉE LA CRISE ÉCONOMIQUE. MAIS....

Ce n'est la pandémie qui a créé la crise économique, ce n'est pas la guerre qui crée la crise économique dont nous allons payer, nous populations, massivement les frais. Il y a inversion dans notre tête entre cause et effet. C'est exactement le même phénomène qui fait croire que le soleil tourne autour de la terre. L'apparence est plus forte que la réalité. Si la population humaine dans sa masse n'apprenait pas, à l'école et autres media, que la terre tourne sur elle-même, la vieille croyance demeurerait.

C'EST LA CRISE ECONOMIQUE QUI CREE LA GUERRE. Par contre, pandémie et guerre aggravent éminemment la crise économique; et les frais à payer!

Toutes les tensions dans le monde ont créé les conditions pour qu'éclate cette guerre. Ces tensions se sont concentrées dans la représentation des pouvoirs que constituent Poutine et Biden. Aux tensions « matérielles » de la guerre économique et la guerre de marché se sont ajoutées les tensions psychiques liées aux tensions matérielles de la guerre économique.

L'Europe, comme autrefois, dans les guerres mondiales précédentes, se trouve au centre du conflit et en prend la responsabilité par délégation. La prépondérance de la guerre économique qui se déchaîne n'est pas garante de toute autres sortes de mode de guerre et leur conséquence.

Les tensions de la guerre économique ont pour origine matérielle une loi propre au système : le développement de la baisse tendancielle du taux de profit et la suraccumulation-dévalorisation du capital dans le cycle de reproduction de la société propre au système, le cycle A-M-A' : la croissance à tendance exponentielle (et les lois qui la contrecarrent) du capital constant (et du capital mort cristallisé sur lequel s'appuie le renouvellement de la production-échange-consommation) propre au système, son emballement dans l'emballement de la révolution scientifique et technique, les productions et gestions numériques, digitalisées et automatisées mais limitées et handicapées par le système qui pourtant les crée lui-même.

Le capital qui ne trouve pas à se réinvestir au taux imposé par la guerre de concurrence et donc se trouve menacé dans son renouvellement élargi, son existence, cherche dans la guerre de marché, et malgré les contradictions à l'intérieur de l'intérêt commun entre firmes multinationales, qui cherchent donc à survivre avec lui, le capital ; cherchent cette survie dans les débouchés de la guerre économique et militaire de marché ex-colonial et général. On peut aussi remarquer que dans la division du travail économique/politique, les valets politiques vont au-delà des maîtres économiques, ce qui se vérifie dans tout procès de la société de classe.

La réponse de Poutine et du régime oligarchique à l'encerclement de fédération de Russie a donné au capital une ouverture à une généralisation violente de la guerre de marché, et aux sentiments-resserrement-ressentiment de l'establishment la soutenant matériellement et moralement.

Cette guerre y met le prix en monnaie et en menaces létales générales de part et d'autre. L'issue dans le moins pire des cas en sera un prix fort à payer pour les populations et pour le salariat. Et immédiatement en souffrances et en morts. "L'effondrement de l'économie russe" sera celui de l'économie mondiale, au moins partiel. Il donnera de l'air à la baisse tendancielle du taux de profit en détruisant ou gelant une partie du capital. Ce qui veut dire que le capital, par rapport aux populations, n'en paiera pas le prix le plus fort, s'il réussit à survivre et la société humaine avec lui.

A bref terme, les salaires et revenus ne peuvent qu'en être très durement frappés, et en premier lieu la sécurité sociale, l'emploi et la formation généralisés. Même si se créent de grands isolats d'avant-garde de développement ; y compris culturel inséparable, en unité du développement général en difficulté.

Cette guerre retardera pour un temps les avancées sociales possibles dans une nouvelle organisation de la société et du travail répondant à l'évolution-développement-complexification des besoins humains, sociaux ; humain et sociaux, c'est une « lapalissade cachée ». Cette guerre peut aussi à terme créer les conditions des actes locaux et acte généralisé d'ébullition-transformation.

Cette guerre comporte un recul de la conscience et de la volonté de la conscience de répondre aux besoins sociaux dans la personne et ses rapports avec la société. Elle crée un repliement sur les normes acquises obsolètes en contradiction avec les normes nouvelles nécessaires. Elle repousse objectivement et subjectivement les besoins de ces normes à plus tard. J'ai ainsi tendance à revenir à mes thèses de « 2034 ». Le talon de fer du système s'exerce plus fortement et cet exercice qui menace la survie du processus général de l'humanité peut aussi déboucher sur les conditions de la rupture du talon de fer lui-même ; au profit du développement d'une nouvelle capacité humaine, de qualité supérieure.

Si l'Empire a décidé de s'attaquer à l'oligarchie russe et créant les conditions d'une contre-provocation de la part de ce dernier, c'est que dans le rapport de force au développement de nouvelles entités économiques mondiales, elle a reconnu chez cette oligarchie une faiblesse opportune. Mais l'Empire décadent crée aussi les conditions de regroupement des économies émergentes et nouvellement développées (et aussi de la fédération de Russie), en particulier autour de la Chine malgré les contradictions entre elles. C'est là aussi un élément d'une autre issue à plus long terme aux contradictions qui ont provoqué la guerre. De la résistance interne et externe, économique et démocratique, de la Chine aux difficultés à la poursuite de son développement objectif et subjectif, dépend une issue à la crise de croissance matérielle et morale de l'humanité ; pas seulement d'elle mais sans doute beaucoup d'elle. Un écroulement de la cohérence- développement de la Chine aurait d'immenses conséquences négatives sur le processus humain général. L'hypothèse d'un rôle positif de la

Chine déterminant, c'est évidemment une hypothèse éminemment possible, ce qui n'empêche pas la surprise d'autres hypothèses naissantes et de leur vérification.

C'est quand même dans la constitution des grandes forces matérielles et morales à l'intérieur de la diversité humaine que et qui constituent ses activités dans son activité générale, que réside le développement général de l'humanité.

Post Scriptum 1. Le programme du PCF, dans sa présentation par les économistes communistes, reste une de nos meilleures armes immédiate de combat pacifique. L'intelligence du travail est la force principale de cette arme pacifique.

Post Scriptum 2. Réponse à un ami : Je ne t'ai pas bien répondu. Il ne fait aucun doute que Poutine soit l'agresseur direct et responsable de la situation du moment. Il ne fait aucun doute que cette agression revêt un caractère inhumain et mondialement catastrophique. Mais les causes ne viennent pas seulement des personnalités, mais du système en dernière instance. Et elles sont tout aussi porteuses d'inhumanité et de catastrophe. Les 3 millions de vietnamienn-e-s tuées parmi tant d'exemples (lire "Une sortie honorable", Éric Vuillard, Actes sud, 2022), y compris l'usage de l'arme atomique sur des civils, pour affirmer la puissance, ce qui est apparu comme naturel dans une guerre... Et tant d'autres événements bien sûr. L'agressivité n'est pas unilatérale...Et les misères les plus atroces aussi, au sens propre, dans le monde. Peut-être je surestime les dangers du système ? Je ne crois pas... Je ne veux pas avoir raison, je pense ce moment comme je peux. Les sanctions anticipées, s'ajoutant aux sanctions précédentes conjointes au refus jusqu'au dernier moment de Biden de pas faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN ont fait partie du piège dont nous allons, collectivement, quel que soit la terrible issue du conflit, à payer les conséquences et dont nous commençons déjà à payer les conséquences partout et les souffrances et les morts particulièrement civils, sur le champ de bataille.02/03/2022 23:07:57.

Cet article s'intègre dans une série. Il faudrait donc tenir compte de cet ensemble, sans doute.

<http://pierre-assante.over-blog.com/2022/02/petite-variation-sur-un-grave-theme-d-actualite.html>

LA COOPERATION OU LA MORT !

Sous l'effet du handicap que fait peser l'argent (L'argent devenu capital et son système évidemment), la société s'effondre, l'ensemble de ses activités multiples et infinies (au deux sens du mot) de survie et de développement entrent en crise de production, d'incohérence des relations réciproques leur permettant jusqu'alors d'exister. Contre la coopération, la guerre économique et possiblement militaire s'intensifie. Le processus humain est en danger.

Au niveau européen, comme au niveau mondial, des nations comme des super-zones mondiales de développement, la coopération la plus intense et la plus étroite est nécessaire pour répondre à une cohérence de la production, une cohérence en fonction des besoins vitaux de l'humanité dans leur développement-transformation-complexification.

Cette cohérence passe, paradoxalement par l'affirmation des entités constituées. C'est d'une UE confédérale et non fédérale dont nous avons besoin et de sa coopération avec l'ensemble des autres grandes zones mondiales de développement. Cette Europe confédérale a besoin, paradoxalement, du renforcement des entités qui la constituent et non d'un souverainisme incompatible avec les coopérations.

Le « roussellement », la bataille collective, immédiate et urgente, ici et maintenant, contre l'argent-accumulation de capital privé dans cycle malade Argent-Marchandise-Arget'plus, c'est la priorité aux besoins sociaux, humains, dans l'usage des moyens d'échange et de production.

CADEAU OU MARCHANDISE ?

La vie humaine peut devenir un immense et unique cadeau collectif et réciproque alors qu'elle est devenue aujourd'hui une immense et unique marchandise objet de guerre de partage : c'est pourtant l'antichambre possible de l'une à l'autre.

SALE PRINTEMPS 2022 !

Le profit maximum immédiat se soucie peu des conséquences à venir.

Les mesures économiques (et militaires, car il y en a), prises par « l'occident » contre la sans doute irresponsable invasion de l'Ukraine, mesures économiques dramatiques et létales pour toute l'humanité, en sont la triste illustration.

Tous les échanges en sont impactés, et on ne peut pas dire que leur blocage soit à l'origine de la seule responsabilité de l'oligarchie Russe, mais que cette responsabilité, elle est la nôtre aussi si on se considère non comme un citoyen du monde mais comme un citoyen de « l'occident » et de sa « protection » par l'OTAN.

Je l'ai déjà dit, c'est un nouveau « Talon de fer » à la Jack London qui s'abat sur le monde, bloquant les échanges d'énergie, les échanges alimentaires ; et les pays les plus développés en sentiront bientôt les effets, alors que de nombreux pays pauvres en ressentent déjà très gravement les pénuries.

Les « mesures » laissent relativement, et pour le moment, les USA en dehors des conséquences immédiates. C'est la logique du système mondial et celle du profit maximum immédiat qui profite toujours le plus à l'impérialisme dominant. Pourquoi ne pas employer un mot si juste !

Les pénuries s'abattent en particulier sur l'Europe et la Méditerranée qui une fois de plus se retrouvent ainsi au cœur du conflit militaire et économique et ses conséquences.

Tous les marchés sont ou seront impactés : le marché du travail, le marché monétaire et financier, le marché des productions, le marché mondial et leurs imbrications, leur unité de fonction de subsistance de l'humanité.

Si les politiques énergétiques et alimentaires passées (énergie nucléaire, blé...) de la France lui laissent un répit relatif (mais les prix y augmentent déjà et les pénuries se dessinent), ce n'est que provisoire, malheureusement.

L'action diplomatique sur la question des marchés et de l'OTAN et du cessez-le-feu, restent donc pour nous ici, mais aussi pour l'Ukraine et le monde, une priorité pour une pause générale et sans doute provisoire dans les morts et les souffrances de la guerre et les pénuries qui repoussent la planète vers la régression totale. Provisoire, car la solution c'est le dépassement d'un système économique et social obsolète conduisant à cette régression.

Les USA, par leur géographique éloignement des mesures prises essentiellement en Europe, et leur puissance au sein du système, montrent une fois de plus ce qu'est l'impérialisme dominant... qui domine, et qu'il ne faut pas mettre sur le même plan avec les impérialismes dominés, tout impérialistes qu'il soient.

Le renforcement du dollar illustre cette domination : il sort renforcé au détriment des marchés impactés par la montée de sa valeur (l'essence entre autre, même s'il n'en manque pas) et des prix d'achat par conséquent, en particulier de l'énergie et de l'alimentaire. Le dollar est à la fois une monnaie nationale des USA et la monnaie mondiale dominante. Ainsi un pays détient les conditions des échanges monétaires qui portent les échanges énergétiques et alimentaires et tous les autres, et s'en sert en sa propre faveur. La loi d'exterritorialisation du Dollar en est une des manifestations inimaginables mais pourtant réelle. Ayons le courage minimum de le dire. Le dollar c'est les panzers du capitalisme dominant.

Cette guerre économique se développe en leur faveur, du dollar et des USA, but toujours et historiquement recherché par les USA en tant que capitalisme dominant dans le système d'échange « Argent-Marchandise-Argent-plus » qu'il domine (c'est une lapalissade évidente !), c'est à dire en faveur des firmes multinationales industrielles et financières et de l'establishment qui contrôlent cet Etat dominant, et à travers lui la planète, et au détriment d'un appauvrissement du reste du monde.

Si la guerre de concurrence économique sur le monde et des firmes entre elles, prend un tour tragique c'est parce qu'un affaiblissement du capital dans une crise de suraccumulation-dévalorisation qui le mine, le pousse à faire feu de tout bois pour survivre, c'est-à-dire de renforcer son exploitation de la force de travail partout dans le monde et pour le capitalisme dominant, chez lui-même.

Mais un appauvrissement relatif ou plus des uns ne peut que virer à l'approfondissement relatif ou plus de l'appauvrissement de tous. Les mesures préconisées par les économistes communistes français, ceux dont Paul Boccara a été un représentant et un chercheur éminent, ici et dans le monde, ces mesures restent la réponse à un système qui porte à la destruction de l'humanité, destruction politique,

économique, culturelle, écologique, ergologique..., dans laquelle le capital pense retrouver le rendement...du capital.

Mesure que je ne reprends pas ici mais qui devraient être le leitmotiv de toute prise de parole et de tout contenu des luttes revendicatives et politiques.

AUTRE DOCUMENT INFO-ECHANGE : j'ai retransmis par mail aux amis les propos contradictoires télévisés faisant référence à l'Irak, le Sahel, le Mali de Dominique de Villepin - Bernard Henri Levy :

https://www.lactucitoyenne.fr/actualites/politique/grosse-tension-dominique-de-villepin-etrille-bhl-avant-de-quitter-le-plateau-de-france-2?fbclid=IwAR3367CGaeC7jM-GMEjQqKVp0INI3tGlwBs_FzetrobC5nCEMXzByxZOFs0

Post Scriptum général : Lettre à D. Cette guerre, certes atroce, va ouvrir une nouvelle phase dans le développement des forces productives. La loi de l'argent et de sa violence conduit à une politique du pire. Mais du pire peut naître le meilleur, comme on l'a constaté dans l'histoire. Il faut essayer d'avoir une vision historique dans les événements au jour le jour, comme le faisait Marx par exemple pendant les événements de la Commune, événements que je ne compare pas évidemment avec ceux d'aujourd'hui.

03/03/2022 07:17:23.

« LE DÉSIR C'EST L'APPÉTIT DE L'ESPRIT »

5 recueils du blogueur :

<http://pierre-assante.over-blog.com/2022/02/4-recueil-2019-2021-avec-leurs-liens-sans-2034.mde-de-production-et-mode-de-pensee.l-humanite-entre-dans-son-adolescence.le-desir-c>

<http://pierre-assante.over-blog.com/>